



**UNION INTERPARLEMENTAIRE**  
BUREAU DE L'OBSERVATEUR PERMANENT AUPRÈS DES NATIONS  
UNIES

Déclaration de:

**Mme Margaret Mensah Williams**  
Vice-Présidente du Comité exécutif de l'UIP  
Vice-Présidente du Conseil national namibien

Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le VIH/SIDA

Organisation des Nations Unies  
New York, 2 juin 2006

**Seul le texte prononcé fait foi**

Mesdames et Messieurs,

Je prends la parole cet après-midi au nom de l'Union interparlementaire, l'organisation mondiale des parlements.

Monsieur le Président, nous avons beaucoup entendu dire que les gouvernements doivent montrer la voie à suivre pour endiguer la terrible pandémie de VIH/SIDA. On mentionne moins souvent le rôle des parlements dans cette lutte. Pourtant, je suis personnellement convaincue, en tant que dirigeant politique namibienne, Vice-Présidente du Parlement et Vice-Présidente du Comité exécutif de l'UIP, qu'une participation plus soutenue et plus directe des parlements est nécessaire si nous voulons réaliser la Déclaration d'engagements de 2001.

Les parlements exercent une influence et constituent une force de changement, de différentes manières. Les parlements examinent et adoptent le budget national qui fournit les fonds nécessaires à la prévention et à la lutte contre le SIDA. Les parlementaires ont aussi de formidables possibilités pour servir cette cause. Ils passent en revue détail la manière dont leurs gouvernements dépensent les fonds qu'ils ont votés, et les rappellent à l'ordre quand ils ne sont pas satisfaits des résultats. Ils jouent aussi un rôle capital en faisant participer leurs circonscriptions, notamment celles qui sont touchées par le VIH/SIDA et celles qui sont exposées à ce risque, au processus d'élaboration des politiques.

M. le Président, Mesdames et Messieurs,

L'UIP a considérablement renforcé sa contribution à cette cause à l'occasion de la 112<sup>ème</sup> Assemblée de Manille au printemps de l'année dernière, en adoptant une résolution décisive sur le rôle des parlements dans la promotion du respect des droits de l'homme, dans le cadre des stratégies de lutte contre la pandémie de VIH/SIDA. Cette résolution globale a été largement saluée au sein des Nations Unies, et constitue un plan d'action précieux au niveau parlementaire.

En s'appuyant sur cette résolution, nous avons depuis organisé un certain nombre d'activités et d'événements, en collaboration avec ONUSIDA, le PNUD et l'UNICEF. Récemment, lors de notre 114<sup>ème</sup> Assemblée à Nairobi, nous avons tenu un débat de fond avec des experts sur les enfants et le SIDA. Lors de ce débat, les participants ont reconnu à quel point il est nécessaire que les parlementaires prennent davantage d'initiatives, dans un domaine où les chefs d'État manquent parfois cruellement d'inspiration.

Hier, nous nous sommes rassemblés dans le cadre d'une réunion parlementaire, dans les coulisses de cette conférence d'examen majeure des Nations Unies. Quelque 60 parlementaires issus de 30 pays y ont assisté, dont beaucoup sont membres de commissions spécialisées dans le VIH/SIDA au sein de leurs parlements nationaux.

À l'issue d'un cycle de débats animé, nous avons mis en place un groupe restreint de parlementaires qui seront chargés de faire progresser les activités liées au SIDA à la fois au niveau national, au sein des parlements, et sur la scène parlementaire internationale.

Pour conclure, je crois pouvoir dire qu'à l'avenir, nous verrons les parlements et leur organisation mondiale, l'UIP, adopter une démarche plus dynamique face aux questions du VIH/SIDA. Nos électeurs n'en attendent pas moins de nous.

Merci.